

15 décembre 2025

Manifestation des agriculteurs du 18 décembre 2025 : Comprendre les enjeux et la position belge

Post RS

Le 18 décembre, les agriculteurs européens ont manifesté à Bruxelles. Leurs revendications s'articulent autour de la signature du Mercosur et les perspectives de réduction drastique du budget de la PAC post-2027. Leur colère est légitime : bureaucratie galopante, manque de vision stratégique, coûts en hausse, concurrence déloyale, PAC fragilisée. Le MR défend une PAC forte au service de la puissance européenne, une vraie simplification et des accords commerciaux équitables. Soutenir nos agriculteurs, c'est défendre notre souveraineté alimentaire.

Abstract :

- *La mobilisation des agriculteurs européens du 18 décembre 2025 à Bruxelles traduit un malaise profond et durable du monde agricole. Elle résulte d'une accumulation de décisions européennes perçues comme incohérentes, dans un contexte de hausse des coûts de production, de volatilité des prix, de pression réglementaire croissante et de concurrence internationale jugée déloyale. Parallèlement, l'annonce d'une baisse significative du budget de la PAC pour 2028-2034 cristallise cette colère, alors que la PAC reste l'outil central de stabilisation des revenus agricoles et d'autonomie alimentaire.*
- *Face à cette situation, le MR partage une large part des constats posés par les agriculteurs. Il défend clairement le maintien d'une PAC forte, autonome et, dotée de moyens financiers suffisants. La PAC doit rester une politique à deux piliers, capable de garantir la sécurité alimentaire, le soutien au revenu, la modernisation des exploitations et leur résilience climatique. Le message est clair : on ne peut pas affaiblir la PAC tout en exigeant toujours plus des agriculteurs (bureaucratie) et permettre l'arrivée sur le marché de produits qui ne respectent pas nos standards sanitaires.*
- *Concernant les accords commerciaux, la position wallonne est ferme : pas d'ouverture sans réciprocité (clauses miroir). L'accord UE-Mercosur, en l'état, ne présente pas de garanties suffisantes pour protéger les filières sensibles et assurer l'alignement des normes. L'abstention belge au niveau européen ne constitue pas un soutien à l'accord.*
- *Enfin, le MR rappelle que l'agriculture est un enjeu stratégique majeur. La sécurité alimentaire est un pilier de notre souveraineté. La mobilisation du 18 décembre doit être comprise comme un appel à une Europe plus cohérente, juste et responsable envers celles et ceux qui nourrissent la population.*
- *Ajoutons à cela un enjeu conjoncturel : il y a beaucoup de heurts et d'émois autour de la Dermatose nodulaire contagieuse en France et en Grèce qui oblige les autorités à abattre des troupeaux entiers, y compris quand tous les animaux sont sains sauf un. Nous n'avons pas encore de cas en Belgique.*

1. Pourquoi les agriculteurs manifestent-ils ?

La mobilisation du 18 décembre traduit un **malaise profond et structurel** du monde agricole européen. Elle n'est ni corporatiste ni conjoncturelle, mais le résultat d'une accumulation de décisions perçues comme **incohérentes et injustes**.

a) Un budget PAC en forte baisse, au pire moment

- Le projet de **cadre financier pluriannuel 2028-2034** prévoit une **réduction d'environ 20 % du budget PAC**, aggravée par l'inflation.
- Cette baisse intervient alors que les agriculteurs subissent :
 - une volatilité accrue des prix,
 - une concurrence internationale renforcée,
 - des exigences environnementales et sanitaires toujours plus élevées.
- La PAC, principal outil de **stabilisation des revenus agricoles**, est menacée dans son existence même par une dilution dans des fonds plus larges.

Pour les agriculteurs, c'est un **non-sens économique et stratégique**, au regard des enjeux de sécurité alimentaire. Plus de charges, plus de concurrence et moins de soutiens : quelle cohérence ?

b) Une pression croissante sur les revenus et les coûts

- **Hausse continue des coûts de production** : énergie, engrais, matériel, entretien.
- Crainte d'une nouvelle flambée du prix des engrais avec l'entrée en vigueur du **CBAM**.
- Flou et instabilité dans certaines filières clés (betteraves, pommes de terre), avec des réductions de volumes contractuels annoncées tardivement.

Beaucoup d'exploitations ne se demandent plus comment investir, mais **comment tenir**.

c) Une concurrence internationale jugée déloyale

- Les accords commerciaux, et en particulier **l'accord UE-Mercosur**, cristallisent la colère.
- Les agriculteurs dénoncent :
 - l'absence de **réciprocité des normes** (environnementales, sanitaires, sociales),
 - des contingents d'importation jugés destructeurs pour certaines filières (bovin, sucre),
 - une agriculture européenne utilisée comme **monnaie d'échange commerciale**.

Produire selon des standards élevés tout en important des produits ne les respectant pas est vécu comme une **injustice majeure**.

d) Une complexité réglementaire devenue insoutenable

- Empilement des normes, contrôles et obligations administratives.
- Sentiment que la « simplification » annoncée reste largement théorique sur le terrain.
- Inquiétudes liées à plusieurs textes européens (IED, CBAM, EUDR, directives environnementales) qui créent **insécurité juridique et blocage des investissements**.

ARGUMENTAIRE



Le monde agricole réclame des **règles claires, stables et applicables**, pas une dérégulation, mais du bon sens.

e) Un profond sentiment d'injustice et de perte de repères

- Être sommé de produire mieux, avec plus de contraintes, moins de soutien, et davantage de concurrence.
- Impression que l'agriculture devient la **variable d'ajustement** d'un système mondialisé.

Derrière les chiffres, il y a des femmes et des hommes, des exploitations familiales, et une ruralité qui se fragilise.

2. *Quelle est la réponse et la position du MR ?*

Le MR entend le message des agriculteurs et partage une grande partie des constats.

a) Défense d'une PAC forte, clairement identifiée et financée

- Le MR défend le maintien d'une **PAC autonome**, hors d'un fonds national ou régional fourre-tout.
- Il plaide pour :
 - une PAC à **deux piliers**,
 - un budget adapté aux ambitions, tenant compte de l'inflation,
 - une clé de répartition plus équitable entre filières.
- Objectifs clairement assumés :
 - **sécurité alimentaire**,
 - soutien au revenu,
 - modernisation des exploitations,
 - résilience climatique.

Message clair : **on ne peut pas affaiblir la PAC tout en exigeant plus des agriculteurs.**

b) Simplification de la PAC : du concret, pas du slogan

- La Belgique a soutenu le **paquet « Omnibus » de simplification** adopté en trilogue en novembre 2025.
- Ce paquet vise :
 - une réduction réelle de la charge administrative,
 - une souplesse ciblée dans certains contrôles,
 - une meilleure mise en œuvre des plans stratégiques.
- La Wallonie analyse actuellement l'activation des flexibilités offertes, en veillant à un équilibre entre **simplification et objectifs environnementaux**.

La simplification doit être **effective sur le terrain**, juridiquement sûre et équitable entre États membres.

ARGUMENTAIRE



c) Accords commerciaux : fermeté sur la réciprocité

- Sur Mercosur, la position wallonne est claire : **l'accord n'est pas acceptable en l'état.**
- Motifs principaux :
 - absence de garanties suffisantes sur l'alignement des normes,
 - impact négatif sur des filières sensibles,
 - mécanismes de sauvegarde jugés insuffisants sans contrôle précis des importations.
- La Belgique s'est **abstenu** au niveau européen, cette abstention ne constituant pas un soutien.

Pas d'ouverture commerciale sans **conditions équitables** pour nos agriculteurs.

d) Sécurité alimentaire et souveraineté : un enjeu stratégique

- Le gouvernement belge rappelle que l'agriculture n'est pas un secteur parmi d'autres.
- La sécurité alimentaire est un **pilier stratégique**, au même titre que l'énergie ou la défense.
- Affaiblir l'agriculture européenne, c'est accroître notre dépendance extérieure.
- Dans le cadre de la lutte contre les pratiques commerciales dans la chaîne agro-alimentaire, nous soutenons avec divers outils (règlementation, enquêtes, sanctions, développement d'indices sectoriels, un référent pour les acteurs, des FAQ et un guide pour la négociation des contrats en cours d'élaboration) des relations commerciales équilibrées, avec un accent mis sur la protection des agriculteurs.

3. Message clé pour les mandataires locaux

- **Nous soutenons nos agriculteurs** et comprenons pleinement les raisons de la mobilisation.
- La colère exprimée le 18 décembre est **légitime et fondée**.
- Le MR défend une PAC forte, une vraie simplification et des accords commerciaux équitables.
- L'agriculture européenne doit être protégée, valorisée et considérée comme un **enjeu stratégique majeur**.